

**Communiqué**  
*Pour diffusion immédiate*

**Budget : le gouvernement diminue le soutien à l'autonomie économique des femmes**

**Montréal, 19 mars 2026.** — Le Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT) rend publique une comparaison critique des budgets et crédits du Québec 2025-2026 et 2026-2027. Le constat est préoccupant : malgré des engagements en faveur de l'égalité, les choix budgétaires du gouvernement ne permettent pas de soutenir adéquatement l'autonomie économique des femmes.

En tenant compte de l'inflation, plusieurs leviers essentiels reculent de manière significative. Les mesures d'aide à l'emploi diminuent de plus de 10 % en termes réels, les investissements en lutte contre la pauvreté sont en baisse, et les programmes communautaires demeurent instables et insuffisants. Cette instabilité s'inscrit dans un déplacement plus large des modes de financement, où les projets ponctuels tendent à prendre la place du financement à la mission. « Le gouvernement envoie un message contradictoire. Il reconnaît les inégalités vécues par les femmes, mais n'investit pas à la hauteur des besoins pour y répondre », souligne Jennifer Beeman, directrice générale du CIAFT.

Les groupes femmes employabilité, représentés par le CIAFT, accompagnent des femmes qui cumulent des obstacles importants : pauvreté, monoparentalité, immigration, racisation, violence ou isolement. Leur travail repose sur une approche globale, qui ne peut être soutenue par des financements ponctuels ou en diminution.

Or, les données budgétaires démontrent : un recul marqué des mesures d'aide à l'emploi; une baisse importante des investissements en lutte contre la pauvreté; une instabilité du financement communautaire; une augmentation limitée des budgets en condition féminine. « Sans investissements structurants, on ne peut pas parler d'égalité économique. On maintient plutôt les conditions qui produisent les inégalités », ajoute madame Beeman.

Le CIAFT s'inscrit dans les mobilisations actuelles, notamment celles du mouvement *Le communautaire à boutte* et de la campagne *7 millions pour qu'elles puissent travailler*, qui réclament un financement à la hauteur des besoins. Le CIAFT appelle le gouvernement du Québec à faire un choix clair : investir de manière durable dans les conditions d'accès à l'emploi des femmes, ou accepter que les inégalités persistent.

- 30 -

**Pour informations**

Valérie Gilker Létourneau

438-867-1706

[coordoprojets@ciaft.qc.ca](mailto:coordoprojets@ciaft.qc.ca)